

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 19/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHANE Terminal Bayonne SAS

Zone Industrielle
Route de la Barre
40 220 Tarnos

Références :
Code AIOT : 0005201998

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement CHANE Terminal Bayonne SAS implanté Zone Industrielle Route de la Barre 40220 Tarnos. L'inspection a été annoncée le 05/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHANE Terminal Bayonne SAS
- Zone Industrielle Route de la Barre 40220 Tarnos
- Code AIOT : 0005201998
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site de Chane assure des prestations de stockage de produits chimiques et pétroliers, et des

essences de papeteries. Il dispose de postes de chargement et déchargement camion ainsi qu'un appontement de chargement navire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	prévention des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 6.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 16/11/2021, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	contrôle périodique de certaines installations	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R. 512-58	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	prévention des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 6.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté des non-conformités qui nécessitent des actions curatives (bruits et contrôle périodique) et correctives (maîtrise du procédé d'exploitation de l'unité de traitement des odeurs).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : prévention des nuisances sonores et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 6.2.1		
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émergence		
Prescription contrôlée : Article 6.2.1.Valeurs Limites d'émergence Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
Les zones à émergence réglementée A, B, C et D sont définies sur un plan approprié de l'établissement.		
Constats : Une campagne de mesure des niveaux de bruit a été réalisée du 22 au 24 juillet 2024 par la société Normec Abilolab PBE. Le rapport R 24206 ALK231 du 22 août 2024 ne fait pas état de non-conformité aux exigences réglementaires de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, en période diurne. En effet, les émergences mesurées en période diurne de 7 h à 22 sauf dimanche et jours fériés, en 4 points, sont les suivantes : 2,6 dB(A), -1,8 dB(A), 4,8 dB(A) et 3,5 dB(A). Ces mesures sont inférieures à la valeur limite de 5 dB(A). En revanche le rapport ne justifie pas l'absence de mesure des émergences en période nocturne.		
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie la conformité de la campagne de mesure des niveaux de bruit, réalisée du 22 au 24 juillet 2024, en ce qui concerne le respect des émergences réglementées en période nocturne.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 3 mois		

N° 2 : prévention des nuisances sonores et des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2021, article 6.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation		
Prescription contrôlée :		
Article 6.2.2.Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
PÉRIODES	Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	69,1 dB(A)
Segment « A1 »	70 dB(A)	70 dB(A)
Segment « B1 »	70 dB(A)	66,7 dB(A)
Segment « C1 »	70 dB(A)	63,4 dB(A)
Segment « D1 »		
Les segments « A1 », « B1 », « C1 » et « D1 » sont définis sur un plan approprié de l'établissement.		
Constats :		
Une campagne de mesure des niveaux de bruit a été réalisée du 22 au 24 juillet 2024 par la société Normec Abilolab PBE. Le rapport R 24206 ALK231 du 22 août 2024 fait état d'une conformité aux exigences réglementaires de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. En effet, les mesures en périodes diurne et nocturne en limite de propriété sont les suivantes : point A1 : Diurne 61,4 dB(A) et Nocturne 58,8 dB(A) ; point B1 : Diurne 60,1 dB(A) et Nocturne 44,5 dB(A) ; point C1 : Diurne 50 dB(A) et Nocturne 45,9 dB(A) ; point D1 : Diurne 51,6 dB(A) et Nocturne 53,3 dB(A).		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2021, article 3.2.4			
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques			
Prescription contrôlée :			
<i>Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques</i> <i>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</i> <ul style="list-style-type: none">à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.			
Concentrations instantanées (mg/Nm³)	Conduit n°1	Conduits n°2a et 2b	Conduit n°3
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	3,00 %	3,00 %	3,00 %
Poussières	5	5	
SO ₂	35	35	
NO _x en équivalent NO ₂	150	150	
CH ₄			50
CO			100
COVNM			50
COV Annexe III (méthyl mercaptans et sulfure de diméthyle)			20
Constats : L'exploitant nous a transmis les rapports de mesure des émissions atmosphériques suivants : <ol style="list-style-type: none">rapport SOCOTEC E61B2/24/698 du 16/07/2024 relatif aux mesures de concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques. Les mesures en date du 14/06/2024 portent sur l'unité de traitement des odeurs.Rapport SOCOTEC E61B2/24/1113 du 28/11/2024 relatif aux mesures de concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques. Les mesures portent sur la chaudière vapeur, les chaudières bitume 1 et bitume 2 et l'unité de traitement des odeurs par charbon actif. Les mesures ont été réalisées :<ul style="list-style-type: none">le 22/10/2024 au niveau de la chaudière vapeur ;			

- le 23/10/2024 au niveau des chaudières bitume 1 et bitume 2 ;
- le 22/10/2024 au niveau de l'unité de traitement des odeurs par charbon actif.

3. Rapport SOCOTEC E61B2/25/487 du 15/05/2025 relatif aux mesures de concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques réalisées le 28/03/2025. Les mesures portent sur l'unité de traitement des odeurs.

Les paramètres mesurés sont les suivants :

- chaudières : SO₂, CO₂, CO, poussières, H₂O, vitesse, O₂, NO_x ;
- unité de traitement des odeurs : CO, H₂O, vitesse, O₂, COVT, COVNM, CH₄, Sulfure de diméthyle, Méthylmercaptan.

Les rejets des chaudières vapeur, bitumes 1 et bitume 2 sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 16/11/2021.

Les mesures au niveau de l'unité de traitement des odeurs sont les suivantes :

Concentrations et flux		VLE AP du 16/11/2021		Mesures du 14/06/2024		Mesures du 22/10/2024		Mesures du 28/03/2025	
		mg/ Nm ³	g/h	mg/ Nm ³	g/h	mg/ Nm ³	g/h	mg/ Nm ³	g/h
CH ₄		50	15	2,09	0,15	0,93	0,075	2,29	0,18
CO		100	30	4,56	0,33	0,19	0,015	0,92	0,074
COVNM		50	16,67	4,06	0,29	47,86	3,87	2,15	0,17
C O V	méthyl mercaptans	20	6,25	0	0	0	0	0	0
	sulfure de diméthyle	20	6,25	0,84	0,061	114	9,22	0	0

La valeur limite en concentration de 20 mg/Nm³ en sulfure de diméthyle a été dépassée lors de l'analyse du 22/10/2024.

L'unité de traitement des odeurs a été installée en 2024 en remplacement de l'oxydateur thermique. L'exploitant nous a déclaré travailler avec le concepteur de l'installation pour maîtriser le processus de remplacement du charbon actif qui conditionne le respect des valeurs limites.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet un rapport d'analyse sur les causes du dépassement de la VLE mesurée en 2024 au niveau du sulfure de diméthyle. Ce rapport précise les mesures correctives prises pour éviter un nouveau dépassement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : contrôle périodique de certaines installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article R. 512-58
Thème(s) : Situation administrative, contrôle périodique de certaines installations
Prescription contrôlée : Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1. Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an. Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53. Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. Lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans. Ce délai court soit à compter de la publication du décret modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation. Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.
Constats : Les installations de combustion (chaudières vapeur, bitume 1 et bitume 2) relèvent du régime de la déclaration avec contrôle périodique. Ces installations sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910. L'article 1.1.2 de cet arrêté du 03 août 2018, publié le 05 août 2018, dispose : "Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement." Un premier contrôle par un organisme de contrôle agréé devait être réalisé avant le 05 août 2023. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier avoir fait procéder à un contrôle périodique de ses installations de combustion.
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie le contrôle périodique des installations de combustion par un organisme agréé dans les conditions fixées aux articles R. 512-61 et suivants du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois